



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET AGROSTRATÉGIES

La toute prochaine réforme de la PAC s'oriente à nouveau vers un soutien accru à l'industrialisation de l'agriculture. Sans prise de conscience de nos eurodéputés, les paysans, les citoyens et l'environnement pâtiront encore de notre modèle agricole jusqu'en 2027. C'est le constat et l'analyse de la plateforme *Pour une autre PAC* qui, à une quinzaine de jours du vote de la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC) au Parlement européen, s'inquiète sérieusement devant le manque d'ambition des députés européens, alors même que leur engagement sera crucial pour assurer l'avenir de notre système agricole et alimentaire.

Les 43 organisations membres du collectif *Pour une autre PAC* (1) appellent les eurodéputés, notamment français, à faire le choix d'une agriculture juste, durable et cohérente en changeant profondément la PAC. La plateforme alerte aussi les citoyens sur les enjeux et dangers de notre modèle agricole actuel, et les informe des mesures efficaces qu'il serait possible de faire adopter par le Parlement européen en se mobilisant.

La réforme de la PAC est l'affaire de tous. C'est uniquement ensemble que nous pouvons peser pour une vraie réforme et non une reconduction de notre modèle agricole en l'état.

La réforme de la PAC en bref

Depuis sa création, la Politique Agricole Commune est remaniée régulièrement pour s'adapter aux nouvelles règles commerciales et à la mondialisation de l'agriculture. Le processus pour aboutir à la réforme de la PAC dure longtemps et suppose l'implication de la Commission européenne, du Parlement européen et du Conseil de l'UE. Les modifications apportées à la PAC dépendent de nombreux facteurs dont la recherche de compromis entre les différentes couleurs politiques impliquées dans les négociations. Cela prévaut aussi bien pour les députés européens que pour les ministres de l'agriculture des États membres de l'UE.

Sur la réforme en cours, l'ambition de la majorité des États membres concernant la souveraineté alimentaire, la redistribution des aides et l'environnement est très basse, voire inexistante. La position de la France est plus progressiste que celle de la majorité des autres États membres, notamment sur le volet environnemental. La position française reste cependant bien en deçà du niveau d'ambition défendu par *Pour une autre PAC* qui craint également que celle-ci soit encore revue à la baisse dans la recherche de compromis entre les États membres.

La réforme de la PAC est l'affaire de toutes : politiques, paysans et citoyens

La crise sanitaire a mis en lumière notre profonde vulnérabilité : des campagnes vidées de leurs paysans et une alimentation dépendante de marchés mondiaux. Pourtant, ne pas produire notre alimentation est une folie. Comment comprendre qu'un pays comme le nôtre importe 50 % de sa consommation en fruits et légumes ? Que quelques secteurs agricoles puissent être paralysés faute de saisonniers roumains ou marocains sous-

payés ? Que la France importe chaque année l'équivalent de la surface agricole de la Belgique en soja, majoritairement OGM, pour nourrir les animaux de certains élevages ? Cette crise a démontré l'urgence de reconquérir notre souveraineté alimentaire et de placer les territoires au cœur de cette stratégie.

Parmi la population, la prise de conscience est réelle. Les consommateurs ont entamé un rapprochement vers les producteurs pendant le confinement et cet élan perdure encore aujourd'hui : les magasins de producteurs ne désemplassent pas, les produits bio s'arrachent, etc. Les actes citoyens confirment un désir de denrées respectueuses de la santé publique, de l'environnement et de revitalisation des zones rurales. Désormais, ce sont aux actes politiques de refonder nos systèmes agricoles et alimentaires, à l'instar des « décisions de rupture » pour l'après-crise promises par Emmanuel Macron. Premier pays agricole européen, la France a la responsabilité d'être force de proposition pour engager une véritable refonte de la PAC en vue d'affronter efficacement les défis que nous vivons et qui nous attendent.

Il est urgent de mieux redistribuer les milliards de subventions de la PAC

Après négociations entre les différents groupes politiques du Parlement européen, les eurodéputés vont se positionner sur la réforme de la PAC lors d'un vote en plénière qui se déroulera entre le 19 et le 22 octobre 2020. 9 milliards d'euros, c'est le budget annuel de la PAC en France. Au total, la PAC représente, en 2020, 34,5 % du budget de l'Union (58,12 milliards d'euros)...

... Nous sommes tous concernés par la PAC qui sera votée cette année. *Pour une autre PAC* invite les citoyens à rejoindre la mobilisation européenne en interpellant leurs eurodéputés : Rendez-vous à partir du 12 octobre sur le site www.pouruneautrepac.eu pour exiger de nos élus un vote en faveur d'une agriculture plus juste et durable.